



SOMMAIRE

- La caravane de la Paix dans la RCA profonde
- Le processus de consolidation de la paix évolue bien, malgré des retards et difficultés
- Mme Coomaraswamy au secours des enfants dans les conflits armés en RCA
- Bangui accueille la 33^{ème} réunion de l'UNSAAC
- 16 jours de campagne contre la violence à l'égard des femmes
- Actualités politiques
- Activités SIU
- Activités SNU

La caravane de la Paix dans la RCA profonde



Photo de famille avec les Chefs Rebelles lors de la cérémonie de lancement à Bria

Suite à l'accord de cessez-le-feu du 8 Octobre 2011 entre les deux mouvements politico-militaires de la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) et l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR), la caravane de la paix et de la réconciliation a été lancée à Bria (préfecture de la Haute-Kotto) le 14 novembre 2011 par le Médiateur de la République, Mgr Paulin Pomodimo, en présence de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Mme Margaret Vogt, de celle du Président de la Commission de l'Union Africaine, Mme Hawa Hamed Youssouf, du Ministre Délégué à la Défense Jean Francis Bozizé et du Sultan de Ndele.

L'objectif de la caravane était de réduire les tensions et de promouvoir la réconciliation et la coexistence pacifique entre les communautés vivant dans les zones affectées par les combats à savoir la Haute-Kotto, la Vakaga et le Bamingui Bangoran. La caravane a parcouru les villes de Bria, de Sam Ouandja, Birao, Tiringoulou, Sikikede et Ndele, du 16 au 19 novembre 2011. « *Les Nations Unies soutiennent le processus de consolidation de la paix et se préoccupent beaucoup de la situation sécuritaire en RCA* » a déclaré Mme Margaret Vogt lors du lancement de la caravane à Bria.

La délégation conduite par le Médiateur national, Mgr Paulin Pomodimo, était composée du Ministre en charge du Désarmement, de la Démobilisation et de la Réintégration (DDR), le Général Xavier Sylvestre Yangongo, du Ministre Conseiller à la présidence de la République, M. Dieudonné Stanislas Mbango, des députés de Bria, Birao

II, Ndele, Wada et Yalinga, d'un colonel des Forces armées centrafricaines (FACA), de l'inspecteur général du ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, du leaders de la CPJP M. Abdoulaye Issene Ramadan et de celui de l'UFDR M. Zacharia Damane, de deux journalistes de la radio et télévision centrafricaines, d'un représentant de la MICOPAX et d'un officier du Système des Nations Unies en RCA.

Tout au long de cette caravane, la population s'était rassemblée pour accueillir la délégation. Les discours des officiels et ceux des leaders de la CPJP et de l'UFDR, étaient entrecoupés de danses et des sketches des comédiens locaux tournant en dérision la guerre et vantant les mérites de la paix. Le mot « Siriri » (paix, en Sango) fut prononcé plusieurs fois. Le médiateur national martelait le même message à chaque étape de la caravane : « *Siriri ayeke kota mossoro* », « *La paix est une grande richesse* ». Exprimant sa

gratitude à l'égard du Chef de l'Etat, le Président François Bozizé, pour ses efforts inlassables dans la recherche de la paix, aux Nations Unies, pour leur soutien logistique sans lequel la caravane ne pouvait avoir lieu, et aux leaders de la CPJP et de l'UFDR pour le courage dont ils avaient fait montre en signant l'accord de cessez-le-feu, le Médiateur national énumérait ensuite les abondantes ressources naturelles du nord-est pour conclure que celles-ci n'avaient aucune valeur sans la paix et la sécurité. Aussi invitait-il la population à soutenir sans réserve la dynamique de paix amorcée par l'accord de cessez-le-feu du 8 octobre 2011. Dans son adresse à l'étape de Sam-Ouandja le 16 Novembre, le Médiateur de la République a invité la population à vivre sans crainte, « tout est fini et la paix est revenu entre les deux communautés chaque citoyen peut librement vaquer à ses occupations sans crainte » a-t-il ajouté. Prenant la population à témoin à la fin de ses discours, il invitait les deux frères ennemis d'hier, Abdoulaye Issene Ramadan et Zacharia Damane, à prendre un bain de foule scellant leur réconciliation.

Aux étapes de Tiringoulou et Sikikede où les deux avions des Nations Unies avaient atterri respectivement à trois et cinq kilomètres du lieu de rencontre avec la population, ils n'ont pas hésité à emboîter le pas au Médiateur national et au reste de sa délégation pour enfourcher des mototaxis sous les vivats de la population. Partout, ils ont rassuré celle-ci de leurs bonnes intentions. Cependant, ils ont déploré la lenteur des négociations entre le gouvernement et la CPJP devant

Le processus de consolidation de la paix évolue bien, malgré des retards et des difficultés

Après l'adoption le 17 novembre 2011 des conclusions et recommandations deuxième examen du Cadre stratégique pour la consolidation de la paix en RCA, Mme Vogt a participé à une vidéoconférence entre Bangui et New York.

Les conclusions et recommandations du document exhortent le Gouvernement centrafricain à achever le programme DDR (désarmement, démobilisation et réintégration), à établir un organe permanent chargé d'organiser les futures élections, à améliorer la bonne gouvernance et à se doter d'une stratégie nationale à long terme de réforme de la sécurité. Face à ces « devoirs », le Président de la « Configuration RCA », M. Jan Grauls, a déclaré que le document est un « nouveau bébé » selon le résultat de deux processus de revue conduits en parallèle à New York et à Bangui. Il indique qu'en République centrafricaine, le processus de consolidation de la paix évolue bien, malgré des retards et des difficultés. Les élections ont eu lieu, une commission nationale des droits de l'homme est en cours de mise en place et la vérification des listes d'ex-combattants a été effectuée dans le nord-ouest.

Le pays a atteint le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), en juin 2009, et un document de stratégie pour la réduction de la pauvreté de la deuxième génération (DSRP) a été présenté aux partenaires internationaux. Enfin, le plan décennal de réforme du secteur de la justice est bien entamé. Par contre, la réforme du secteur de la sécurité est quasiment au point mort depuis octobre 2009, et la mise en œuvre des recommandations issues du dialogue politique sans exclusive n'avance guère.

Si la situation en matière de sécurité est stable, « à l'exception de quelques zones minoritaires », comme l'a indiqué depuis Bangui, la Représentante spéciale du Secrétaire général en RCA, Mme Margaret Vogt, l'incapacité manifestée par le Gouvernement en matière de réintégration des anciens combattants risque de saper les progrès réalisés jusqu'à présent. « Il est urgent d'accélérer ce processus », a-t-elle insisté, ajoutant que le retour des combattants vers leur pays d'origine était un élément essentiel du processus de pacification. La Représentante spéciale a également indiqué que l'initiative prise par les États-Unis de déployer des conseillers militaires dans le sud du pays pour lutter contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) avait été très bien accueillie. Elle a cepen-



M. Jan Grauls et Mme Margaret Vogt

dançant signalé que la situation des droits de l'homme demeurait préoccupante, faisant notamment état d'exécutions extrajudiciaires contre de la population civile. Dans sa présentation, Mme Vogt a passé en revue les efforts déployés pour réintégrer les enfants soldats et libérer des prisonniers de droit commun.

Prenant la parole, le représentant de la République centrafricaine, M. Charles Armel Doubane, a rappelé l'engagement de son pays à respecter, dans la limite « de ses capacités, de ses possibilités et de ses moyens », ce qui a été décidé en partenariat avec la communauté internationale. Il a dénoncé « l'injonction » faite à son gouvernement de mettre en œuvre le contenu de la déclaration de politique générale, adoptée le 17 mai 2011 par l'Assemblée nationale. « Point n'est besoin de dire que cette déclaration est la ligne directrice à suivre pour le développement holistique de la République centrafricaine fixée par le Président de la République », a-t-il souligné. Le représentant a stigmatisé un document où « c'est le gouvernement qui doit agir, alors que pour le partenaire, tout se conjugue au futur. Nous comprenons que le partenaire a suffisamment fait, a déjà rempli sa part et que le facteur bloquant ou le maillon faible serait le Gouvernement n'est-ce pas », s'est-il agacé.

La Sous-Secrétaire générale à l'appui à la consolidation de la paix, Mme Judy Cheng-Hopkins, a reconnu que les ressources financières ne suffisaient pas à couvrir tous les besoins identifiés pour la République centrafricaine, demandant aux États Membres d'accorder l'attention nécessaire aux progrès effectués et à soutenir le Gouvernement. Plusieurs autres délégations ont pris la parole, notamment la représentante de la France, qui a réclamé une évaluation précise du coût des efforts de réintégration, une réintégration que son homologue des États-Unis a jugée urgente. « Nous avons entendu des promesses, et le temps est venu de passer à l'action », a lancé le représentant de l'Union européenne, pour qui l'amélioration de la gouvernance est le meilleur gage pour mobiliser les bailleurs de fonds; la représentante du Royaume-Uni pointant, en outre, du doigt l'absence d'une stratégie cohérente qui identifie les domaines prioritaires pour la communauté internationale. « Ceux qui savent d'où vient la RCA peuvent mesurer les progrès qui ont déjà été accomplis », a souligné son homologue de l'Union africaine. Celui du Nigéria s'est inquiété des infiltrations d'éléments étrangers dans le pays.

La caravane de la Paix dans la RCA profonde (Suite de la page 1)

conduire ce groupe à rejoindre l'Accord Global de Paix signé à Libreville en juin 2008. Ils ont également déploré la quasi-absence de l'autorité de l'Etat dans le nord-est tout en dénonçant la marginalisation de cette partie du territoire national qui, selon eux, daterait de l'époque coloniale et se traduirait par le manque criard d'infrastructures et de services sociaux de base, à l'instar de Sikikede, village de 32.000 habitants ne disposant ni d'école ni de centre de santé.

La population a répondu avec enthousiasme à tous les rendez-vous de la caravane, avec un taux de participation évalué à un peu plus de 25.000 personnes dont 4.000 à Bria, 3.000 à Sam Ouandja, 5.000 à Birao, 3.000 à Tiringoulou, 6.000 à Sikikede et 4.000 à Ndele. Cet enthousiasme traduisait non seulement le soulagement de différentes communautés du nord-est de voir le gouvernement et ses partenaires internationaux se préoccuper enfin de leur sort, mais aussi et surtout leur soif immense et légitime de paix.

La caravane a pris fin le 20 Novembre par le retour de l'équipe à Bangui. Lors de la séance de restitution de la caravane à la presse qui a eu lieu le 23 Novembre au BINUCA, le Colonel Abdel Kader représentant l'UFDR a déclaré, « cette caravane est une réussite du fait que nous avons décidé de mettre fin à nos querelles, et de faire la paix pour le bien être de l'ensemble des populations des



Bain de foule des deux Chefs Rebelles à Bria

trois préfectures».

Le 14 Novembre, le Secrétaire général des Nations Unies s'est réjoui de cette caravane de la réconciliation et de la paix et a exhorté les parties à mettre en œuvre toutes les dispositions de l'Accord du 08 Octobre facilité par le Médiateur de la République et le Gouvernement

centrafricain, avec le soutien des Nations Unies, l'Union Africaine, la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale à travers la Mission de consolidation de la paix (MICOPAX) et le Gouvernement du Tchad.

BM

Mme Coomaraswamy au secours des enfants dans les conflits armés en RCA

La situation des enfants soldats dans les conflits armés en RCA a été évoquée lors de la mission en Centrafrique de Madame Radhika Coomaraswamy, Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations-Unies, du 16 au 22 Novembre 2011. Lors de cette mission, Mme Coomaraswamy s'est entretenue avec les plus hautes autorités nationales, le gouvernement, la société civile et la communauté internationale établie en RCA. Elle a aussi effectué des visites de terrain à Obo (Sud-est) et à Ndele (Nord-est).



Mme Radhika Coomaraswamy

Au cours de cette mission, Il s'est agi pour la Représentante spéciale de soutenir le plaidoyer en faveur des enfants en soulevant des préoccupations relatives à la protection des enfants, notamment la protection de ceux dans les zones touchées par la LRA à travers le déploiement des forces de défense et de sécurité nationales et régionales. Ces préoccupations ont été débattues avec les différents acteurs que sont le Gouvernement, les groupes armés, la société civile, la MICOPAX, l'équipe de pays du Système des Nations Unies et

groupes d'autodéfense.

Dans la ville de N'dele le 20 Novembre, Mme Coomaraswamy a assisté à la signature du plan d'action par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine et chef du Bureau intégrant des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA), Margaret Vogt, et la Représentante du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Mme Tanya Chapsuisat, avec le Président de la CPJP, M. Abdoulaye Hissene. Suite à cette signature, Mme Coomaraswamy a déclaré que « *il existe en ce moment une dynamique en République centrafricaine pour la démobilitation des enfants enrôlés dans les groupes armés. Le plan d'action signé aujourd'hui suit un autre signé récemment avec l'Armée populaire pour la restauration de la République et de la démocratie (APRD), un autre groupe rebelle qui a réaffirmé son engagement de ne plus avoir des enfants dans ses rangs. L'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) a aussi présenté son engagement à l'ONU de vérifier qu'il n'y a pas d'enfants dans ses effectifs* ».

Lors de sa conférence de presse du 21 novembre à Bangui, Mme Radhika Coomaraswamy a indiqué que cette mission lui a permis de toucher du doigt la situation des enfants dans les groupes armés et que son passage à Obo lui a permis « *de rencontrer les victimes de la LRA, et de constater la terreur que cette rébellion Ougandaise a semé dans cette région de la République Centrafricaine* ». Concernant la réinsertion des enfants soldats, Mme Coomaraswamy, s'est engagée « *à faire le plaidoyer pour mobiliser les fonds pour la réinsertion des enfants dans les conflits armés en Centrafrique* ». Elle a par ailleurs souligné « *la nécessité de protéger les civils, surtout les enfants dans leurs zones d'opération, et de respecter aussi les procédures opérationnelles standard pour la transmission des enfants enlevés à des acteurs de protection des enfants* ». Lors de ses entretiens avec les autorités gouvernementales, la représentante du secrétaire de l'ONU a souligné la nécessité d'établir des services sociaux et d'assurer la protection des enfants au niveau communautaire. Elle a également encouragé le président de l'Assemblée Nationale, « *à ratifier des protocoles facultatifs à la Convention des Droits de l'Enfant d'ici la fin de l'année* ».

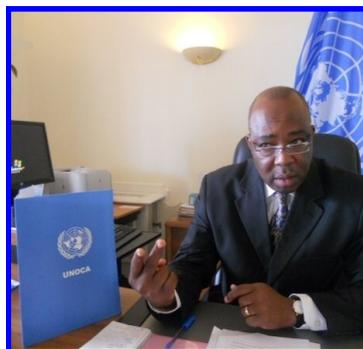
BN

Bangui a accueilli la 33ème réunion ministérielle de l'UNSAC

Bangui a accueilli du 05 au 09 Décembre la 33ème réunion des Experts des 11 pays membres du Comité Consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC).

Le but de cette réunion était de permettre aux Gouvernements des pays membres du Comité de faire un état des lieux de la situation géopolitique et sécuritaire de la sous-région. Cette réunion a permis la mise en place des mesures pour prévenir les conflits et consolider la paix dans les Etats membres du Comité.

Selon M. Abou Moussa, « Il s'agit d'échanger des idées et de mieux organiser la coordination des actions de lutte contre les fléaux et les menaces qui freinent le développement et l'intégration régionale, voire continentale ». Il a précisé qu'« en dehors de la piraterie maritime dans le Golfe de Guinée pour laquelle les Nations Unies viennent de déployer une mission sur les sites visés, la question de l'Armée de résistance du Seigneur, la LRA, est l'une des plus cruciales. Elle a déjà occasionné plus de 3400 morts et 440 000 personnes déplacées, dont plus de 21 000 Centrafricains et, pour les six derniers mois, 49 000 Congolais ».



M. Abou Moussa, Chef de l'UNOCA

Autres dossiers débattus lors de cette rencontre, la ratification, par tous les pays concernés, de la *Convention de Kinshasa* pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions, et de toutes les pièces et composantes.

Concernant cette réunion M. Abou Moussa a déclaré, « C'est une réunion ministérielle des Gouvernements, en tant Nations Unis nous assurons le Secrétariat pour faciliter les travaux. Il s'agit de faire le point depuis la dernière réunion, des développements au niveau de la paix et de la sécurité en Afrique centrale. La réunion a à faire le point sur la situation, ce qui constitue l'occasion de mieux coordonner les actions des différents gouvernements sur un point commun tel la LRA qui ne touche pas que la RCA mais aussi d'autres pays de la sous-région ».

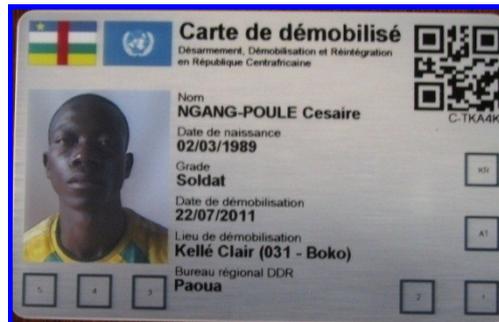
Etats des lieux sur le DDR dans l'Ouham et l'Ouham-Pende

Dans le cadre du suivi des opérations du DDR, une mission parlementaire a séjourné dans les préfectures de l'Ouham et l'Ouham Pénédu du 14 au 20 Novembre.

Cette mission parlementaire conduite par le 2^{ème} Vice-président de l'Assemblée M. Timoléon Mbaikoua, avait pour objectif de sensibiliser et informer sur l'après DDR. La mission était composée des Députés de Bocaranga, Ngaoundaye, Paoua et du Député de Mbaïki Mamadou Gary. Le 15 Novembre à Bocaranga, une rencontre a eu lieu avec toutes les sensibilités sur la paix et le développement de l'Ouham Pénédu. Puis, la délégation a échangé avec les ex-combattants du village Kellé Claire où ont été enclenchées, le 25 Juin, les opérations du DDR dans l'Ouham Pénédu. Le 16 Novembre un meeting avait été organisé à Ngaoundaye. A Paoua le 20 Novembre, le Député Mbaikoua a déclaré, « Nous souhaitons que le Gouvernement puisse accélérer la phase de Réintégration car les deux D se sont bien passés. Nous avons sillonné différentes sous-préfecture de l'Ouham Pende notamment Bocaranga Ngaoundaye et Paoua et recueilli beaucoup d'informations que nous mettrons à la disposition du Président de l'Assemblée Nationale et le document sera présenté que Gouvernement. Au niveau de la sous-préfecture de Paoua, il y a beaucoup de productions agricoles qui ne sont pas écoulées. La population est exaspérée par les barrières». La délégation composée de 7 Députés dont 2 de Paoua, 2 de Ngaoundaye, 2 de Bocaranga et le Député Mamadou Gary de Mabiki 1 est rentrée à Bangui le 20 Novembre.

Suite aux opérations de Désarmement et démobilisation des Ex-combattants, dont le lancement a eu lieu le 25 Juin 2011 à Bocaranga, en présence du Président François Bozizé, et qui se sont poursuivies du 13 Juillet au 12 Septembre 2011 dans les zones DDR de Bozoum et de Paoua. Des dispositions en vue de maintenir le contact avec les combattants démobilisés et les populations des communautés d'accueil, sont nécessaires. Le comité de pilotage du Programme de désarmement démobilisation et réintégration (DDR) a effectué une mission d'évaluation, d'information et de sensibilisation dans les localités de Bossangoa, Nanga-Boguila, Markounda, Paoua, Betoko, beboua, Kowone, Ngaoundaye, Bocaranga et Bozoum, du 22 au 30 Novembre, afin d'échanger avec les différentes composantes sociales sur les questions de paix, de sécurité et de développement communautaire.

Pendant cette mission, le Comité de pilotage du programme DDR s'est



Carte de Démobilisé d'un Ex-Combattant

en sa qualité de présidente du Comité de pilotage du DDR, a aussi permis aux acteurs du DDR, de maintenir un contact permanent avec les combattants nouvellement démobilisés ainsi que les communautés d'accueil. Les membres de la délégation ont durant la mission prodigué des conseils allant dans le sens du pardon, de la réconciliation nationale et d'une meilleure cohabitation entre ex-rebelles et population.

A l'étape de Paoua, le 25 Novembre, près de 3 mois après les opérations du DDR dans la région, la mission de vérification a remarqué que certaines zones libérées par l'APRD sont en train d'être réoccupées par les rebelles de Baba Laddé. A Ngaoundaye le 29 Novembre, un grand meeting a lieu entre la population et les ex-combattants devant la Sous-préfecture peu avant la fête nationale du 1^{er} Décembre.

La délégation, composée des Représentants du Gouvernement, notamment du Ministère en charge du DDR, du Ministère de la Défense, du Ministère en charge des pôles de développement, du Ministère de l'Agriculture, du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, les autorités locales civiles et militaires, les Députés des zones concernées ainsi que la communauté internationale, en particulier le PNUD, le BINUCA, l'Union Africaine, la MICOPAX à travers les Observateurs militaires (MILOBS) et de M. Jean Jacques Demafouth, Président de l'APRD et coordinateur de la Réintégration des Ex-rebelles, a regagné Bangui le 30 Novembre 2011.

E.J.F

16 Jours de campagne mondiale pour mettre fin aux violences contre les femmes (25 Nov-10 Déc)

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre 2011, le Ministère des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Promotion du Genre, en partenariat avec le Système des Nations Unies en Centrafrique a organisé sur toute l'étendue du territoire centrafricain, la Campagne des 16 Jours sous le thème «Tous unis pour mettre fin à la violence contre les femmes».



Membres de l'Association des Femmes de Sica2 lors du lancement

L'impact des conflits successifs en RCA ayant contribué à la souffrance des centrafricaines et ayant causé de l'injustice sociale à leur égard, les centrafricaines luttent pour retrouver leur dignité et leurs droits, tandis que sur une base quotidienne, elles doivent relever des défis en termes de manque de services de base, ainsi que le fardeau économique suite au décès d'un parent, ou d'un mari. Selon les statistiques de l'enquête MICS 2006, le taux de mutilation génitale féminine est de 27,7% au niveau

national alors que la violence domestique s'élève à 35%.

Troisième Objectif du Millénaire pour le Développement, la violence contre les femmes et les filles est une violation de leurs droits humains, qui leur cause des souffrances physiques, sexuelles et psychologiques. Elle limite leur capaci-

té à exercer leurs droits juridiques, sociaux, politiques et économiques et de participer au développement de la RCA. Son éradication est un élément crucial des efforts de la RCA pour la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Lancée en 2008 sous l'égide des Nations Unies, cette campagne est marquée par une sensibilisation accrue sur les violences sexistes dans la société centrafricaine et permettra de mettre en évidence le rôle que peuvent jouer les décideurs politiques et les dirigeants communautaires, en vue de mettre fin à cette violation des droits humains. Elle consistera, entre autres, en une série de séminaires, d'ateliers, de conférences et de documents d'information diffusés par le gouvernement et la société civile à travers les pays pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles.

Le choix de la période du 25 novembre au 10 décembre pour cette campagne a pour but de relier symboliquement quelques célébrations. Il s'agit notamment de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes célébrée le 25 novembre, la Journée Internationale des Activistes pour la Défense des Droits des Femmes célébrée le 29 novembre, la Journée mondiale de la lutte contre le Sida célébrée le 1^{er} décembre, la Journée marquant l'anniversaire des massacres de Montréal célébrée le 06 décembre et la Journée internationale des Droits de l'Homme célébrée le 10 décembre.

La cérémonie officielle marquant le lancement de cette campagne a eu lieu le 03 Décembre au Stade 20.000 places en présence de la Ministre des Affaires sociales, de la Solidarité nationale et de la Promotion du Genre, Mme Marguerite Péto-Koni Zézé, des Représentantes de la FAO, de UNFPA et de la Ministre du Tourisme Mme Sylvie Annick Mazoungou.

GTA

RCA: Actualités Politiques

Une mission conjointe FMI-Banque Mondiale à Bangui



Une mission consultative et statutaire Fonds Monétaire International (FMI) et Banque Mondiale était arrivée à Bangui le 02 Novembre 2011 pour passer en revue le développement économique et financier de la RCA au titre de l'année 2010-2011 et faire le point sur le partenariat pour les années à venir entre la RCA et les institutions de Brettons Woods.



Dans le cadre de cette mission, le Ministre d'Etat aux Finances M. Sylvain Ndoutingai a présidé le 10 Novembre un séminaire sur la rentrée des devises et la réforme de la fiscalité pétrolière. Il est ressorti de ce séminaire que comparé aux autres pays post conflits, la mobilisation intérieure des recettes de l'Etat centrafricain qui est de l'ordre de 9.2 % est faible par rapport à son potentiel économique. Selon le Ministre Ndoutingai, « on a constaté qu'il y a une faible mobilisation intérieure des recettes de l'Etat. Le deuxième débat est sur la fiscalité intérieure car les carburants qui viennent de l'étranger connaissent une variation en hausse depuis plusieurs années alors qu'en Centrafrique le prix à la pompe n'augmente pas, ce qui constitue une perte énorme de l'ordre de plusieurs milliards de FCFA à l'Etat ». Pour le Chef de la Délégation M. Norbert Toé, « *cette mission de consultation au titre de l'Article 4 se situe dans le cadre de la mission annuelle pour passer en revue le développement économique et financier. Nous allons nous mettre au travail avec les techniciens et nous saurons ce qui s'est passé en 2010 et en 2011. Nous allons discuter avec le gouvernement centrafricain des questions laissées en suspens par la mission de Juillet* ».

Textes officiels

Par le Décret N°11.298 signé le 20 Novembre par le Président François Bozizé, le Général de Brigade Guillaume Lapo du Bataillon de soutien et des Services a été nommé Chef d'Etat-major des Forces Armées centrafricaines (FACA). Le 23 Novembre a été signé le Décret N° 11.299 portant nomination des officiers supérieurs de l'Armée Nationale à des postes de responsabilités à l'Etat-major des Armées. Chef d'Etat-Major des Armées Premier Adjoint chargé des opérations, le Colonel Ludovic Ngaïféi. Chef d'Etat-Major des Armées Deuxième Adjoint chargé de l'Administration, Colonel Jean Pierre Dolewaya. Chef d'Etat-Major des Armées Troisième Adjoint chargé de la logistique, Colonel Thierry Léngbé cumulativement avec ses fonctions antérieures.

Le nouveau Chef d'Etat-major des Forces Armées Centrafricaines a été installé dans ses fonctions le 25 Novembre 2011 par l'Inspecteur général des Armées François Mobébou.

Dans le registre des Décrets, le Président François Bozizé a signé le 14 Novembre un Décret nommant M. André Grémiango Vondo Ministre, Conseiller Porte-parole de la Présidence de la République. Le même jour a été signé le Décret N°11.290 rapportant les dispositions du Décret N°10.119 du 21 Avril 2010 portant nomination de M. Elie Ouéfio comme Ministre, Secrétaire général de la Présidence de la République.

Radio et Télé Centrafrique désormais sur satellite



Le Président de la République François Bozizé a procédé au lancement officiel le 29 Novembre des signaux de Radio et Télé Centrafrique sur satellite. Désormais les deux stations peuvent être suivies sur toute l'étendue du territoire centrafricain, en Afrique Subsaharienne et une partie de l'Europe. Après avoir coupé le ruban symbolique de l'antenne parabolique du satellite W3C, le Chef de l'Etat a visité le studio et la régie A réhabilités et équipés. Dans son mot de bienvenue, le Directeur général de la Télévision centrafricaine, M. Michel Ouambeti, a précisé que le dépôt des signaux sur satellite permettra d'améliorer la qualité technique des médias publics. Il a par ailleurs évoqué les difficultés techniques auxquelles la télévision centrafricaine est confrontée. Prenant la parole, le Ministre de la Communication Alfred Tainga Poloko a déclaré qu'avec la montée sur satellite des signaux de Radio et Télé Centrafrique, ces stations vont bien remplir leurs rôles qui sont d'informer, d'éduquer et de distraire la population. Le membre du Gouvernement a fait un plaidoyer pour la dotation et la formation du personnel avant de demander à ses collaborateurs de travailler désormais avec professionnalisme. Répondant aux questions sur sa vision des médias audiovisuelles, le Président de la République a déclaré, « je l'ai toujours dit et je le cache pas, l'aviation militaire, l'ENERCA et la presse audiovisuelle sont ces institutions-là qui ont des personnels qui savent se battre pour faire avancer la République centrafricaine ». Pour les derniers travaux techniques, l'achat d'un groupe électrogène et la réfection de la toiture de la télévision, le Président Bozizé a instruit le ministre d'Etat aux Finances de mettre à la disposition du Département de la communication une enveloppe de 100 millions FCFA.

Boali 3 pour pallier aux problèmes de délestage

Pour pallier aux problèmes de délestage dans la ville de Bangui, le Président de la République François Bozizé a lancé le 28 Novembre les travaux de construction du barrage hydroélectrique de Boali 3, fruit de la coopération entre la RCA et la Chine. L'Accord de construction de l'usine de Boali 3 était intervenu entre les deux pays lors du passage à Bangui du Vice-ministre chinois chargé du Commerce extérieur il y a un an. Sur financement chinois ces travaux prévus pour un délai de 23 mois et un coût de plus de 15 milliards FCFA permettront à l'ERNECA d'alimenter la ville de Bangui 24H/24. Dans son message pour la circonstance à l'endroit de la population, le président de la République a insisté sur la sécurité des biens et des techniciens de nationalité chinoise. Une délégation du BINUCA conduite par la RSSG a participé à l'évènement.



RCA: Actualités Politiques (suite)

1^{er} Atelier du Comité de Concertation sur la Révision du code électoral centrafricain

Le Premier Ministre Faustin Archange Touadera a présidé le 28 Novembre l'ouverture des travaux du 1^{er} Atelier du Comité de Concertation sur la Révision du code électoral à la salle de conférence de la CEMAC.



Officiels lors de la lecture du Rapport à la clôture

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique et Chef du BINUCA, Mme Margaret Vogt, a spécifié l'apport multiforme de son institution pour la révision du Code électoral témoignant de la volonté d'améliorer le processus démocratique en RCA. Selon Mme Vogt, « malgré les efforts des uns et des autres, les élections de cette année ont divisé la classe politique y compris au sein de la Commission Electorale Indépendante (CEI). Cette situation a interpellé les institutions et organes de l'Etat. Les acteurs politiques et ceux de la société civile ainsi que la Cour Constitutionnelle, les observateurs des élections et la CEI elle-même. La Démocratie est un processus qui exige le respect de certains principes fondamentaux et des améliorations constantes. A cet effet, réviser la loi électorale en RCA sera une contribution inestimable à la recherche des objectifs de paix sociale et de stabilité politique sans laquelle aucun développement n'est possible. Je me réjouis que le Gouvernement, les partis

politiques et la société civile aient compris la nécessité de cette démarche ».

Ces travaux qui ont permis de corriger le Code électoral centrafricain ont été ouverts en présence des partenaires au développement et ont duré 72 heures.

Dans son discours,

En ouvrant les travaux le Chef du Gouvernement s'est réjoui de présider la cérémonie qui marque la volonté du Chef de l'Etat à corriger les imperfections contenues dans le Code électoral qui avait servi aux dernières élections. Selon M. Touadera, « par ce billet le Président de la République et le Gouvernement réaffirment solennellement l'ancrage de notre pays dans la Démocratie. Au moment où ce projet de code électoral est soumis à une nouvelle révision, je me permets d'attirer votre attention sur les enjeux qui sous-entendent l'élaboration d'un bon Code électoral en vue des élections apaisées qui sont facteurs de paix, de confiance réciproque et de développement économique et social. Ce Code électoral continuera à renforcer les valeurs fondamentales dont notre pays a besoin pour asseoir sa jeune Démocratie ».

L'objectif de ces travaux était de corriger les imperfections contenues dans ledit code électoral en vue de son amélioration. Après la lecture du rapport général la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Mme Margaret Vogt, a indiqué que ces assises permettront à la RCA de poser les bases d'une structure permanente en matière d'organisation des élections. « Je voudrais vous rassurer de la disponibilité des Nations Unies à vous accompagner dans la recherche de solutions aux défis auxquels la RCA fait face pour restaurer la paix et la stabilité à travers la réussite des échéances électorales sûres » a ajouté Mme Vogt. En clôturant les travaux, le Premier Ministre Faustin Archange Touadera a rappelé l'objectif général qui est la recherche de l'efficacité, de l'efficience et de la transparence dans la conduite des élections pour une maîtrise des données et des procédures, « la démarche participative engagée par le Gouvernement est de mobiliser toutes les forces vives de notre pays en vue de contribuer et enrichir la nouvelle vision du Gouvernement sur les structures en charge de la gestion des élections prochaines dans notre pays. L'intérêt général avait prévalu sur les divergences. » a déclaré le Premier Ministre. L'atelier a réuni les membres de la société civile, les ONG, la jeunesse, les confessions religieuses, les formations politiques tant de l'opposition que de la majorité présidentielle et le pouvoir public. L'objectif général recherché par le Gouvernement à travers la mise en place d'organe pérenne chargé de gérer les élections

La CEEAC lutte contre les ALPC

Le Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, M. Josué Binoua, a ouvert le 30 Novembre l'Assemblée générale du Réseau d'Action pour les Armes légères en Afrique centrale.

Durant 4 jours les participants venus des Etats de la CEEAC ont réfléchi sur la stratégie d'action de lutte contre la prolifération des armes légère et de petits calibres. Dans son allocution, le Ministre Binoua a indiqué l'importance de cette assemblée qui consiste à consolider la paix dans la sous-région, « depuis plus d'une dizaine d'années, la sous-région d'Afrique centrale a été et est encore en partie secouée par des conflits de formes diverses qui ont fondamentalement altéré les conditions de vie des populations des pays concernés sapant les fondements de leur projets de développement et créant les conditions d'une insécurité difficile à gérer. Sans la sécurité il



ne peut y avoir de développement. Les conflits sont venus de l'insécurité entraînée par l'exode des populations vers les centres urbains, le phénomène des déplacés internes et la circulation des armes légères et des petits calibres (ALPC). Devant ce tableau alarmant, l'heureuse initiative de la création du Réseau d'Action des Armes légères en

Afrique centrale est hautement à saluer. Le réseau s'inscrit ainsi dans la restauration de la sécurité dans notre sous-région facteur déterminant pour le développement. Cet assemblée générale vous permettra de d'amender et d'adopter les documents de base de notre réseau aux fins de l'adapter aux exigences des objectifs de la stratégie sous régionale pour les années 2012-2015.

Rassemblés par OK

Activités de l'Unité des Institutions de Sécurité (SIU)

Des activités diverses ont nécessité la participation de l'Unité des Institutions de Sécurité (SIU) du BINUCA durant le mois de Novembre dernier.

1. Stage de formations des gardiens de la paix de la Police centrafricaine en Self défense, Initiation au Judo, en gestes et techniques professionnelles d'intervention

Dans le cadre de la RSS et du renforcement de capacités en gestes et techniques professionnelles d'intervention avec ou sans arme de la Police centrafricaine, le Ministère de la Sécurité Publique, de l'Emigration-Immigration et de l'Ordre Public en partenariat avec le BINUCA a organisé, le 11 Novembre 2011 à l'Ecole Nationale de Police, la cérémonie de clôture du stage de formation en self défense des cadres et agents de la Police centrafricaine.

Cette formation démarrée le 24 Octobre avait pour objectif de développer les compétences afin d'adapter les gestes et les techniques professionnelles à la nature des risques rencontrés par l'agent de Police lors d'intervention en qualité d'agent de force publique.

Elle visait aussi à rendre capable les stagiaires afin d'intervenir avec professionnalisme et une plus grande maîtrise en mettant en œuvre les principes fondamentaux de sécurité et à intervenir dans le respect des lois et règlements en vigueur ainsi que des règles de la déontologie.

Ce stage de formation comprenait :

- Les différentes formes de chutes, de saisie et de projections ;
- Les ripostes et parades ;
- Les étranglements, luxations, strangulations, points vitaux et points sensibles;
- Les Droits de l'Homme et la RSS.

Vingt cadres et agents de Police ont pris part à cette formation qui a été animée par quatre (04) instructeurs centrafricains et ceux de l'Unité des Institutions de Sécurité (SIU) et de la Section des Droits de l'Homme et Justice (SDHJ) du BINUCA.

2. Cérémonie de signature du document relatif au Centre Informatique de la Police centrafricaine et de remise d'un lot d'équipements Informatiques au Ministère de la Sécurité

Dans le cadre du renforcement des institutions nationales de sécurité, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique, Mme Margaret Vogt, a remis le 16 Novembre à l'Ecole Nationale de Police un lot d'équipements informatiques. Ce don composé de 11 unités centrales et accessoires a pour but d'équiper la cellule Informatique de ladite école et d'augmenter la capacité professionnelle relative à la tâche quotidienne de ses agents. Le Ministre de la Sécurité M. Claude Richard Gouandjia a indiqué dans son discours que ce lot d'ordinateurs permettra à l'Ecole



Remise des ordinateurs au Ministre Gouandjia par Mme Vogt

Nationale de Police d'être sur le même diapason que les autres écoles de formation et facilitera la formation du personnel de la Police centrafricaine en Informatique. Il a exhorté le personnel à faire bon usage de ces équipements.

Cette cérémonie de remise a été précédée de la signature par la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies en Centrafrique, Mme Margaret Vogt, et le Ministre de la Sécurité Publique de « l'acte de naissance » du document y relatif.

Ce centre informatique permettra de lancer les bases d'une informatisation de la Police Centrafricaine par la création d'un embryon de banque de données communes à tous les services de police et que pourraient exploiter les autres forces de sécurité et de défense.

Col E.J. D.F.

BINUCA INFO Une publication du Bureau Intégré des Nations Unies en Centrafrique

Coordination :

Ousmane KABA

E-mail : kaba@un.org

Site web: binuca.unmissions.org

Rédacteurs :

Ousmane KABA

Boris NGOUAGOUNI

Pierrette PADOUNZI

Gladys Teni Atinga

Col. E.J. De Fabribeckers

Bitumba Tipo-tipo Mayoyo

Photos

Serge NYA-NANA

ACTIVITES SNU

BINUCA: Appui à la consolidation de la paix



Le Ministre des Affaires Etrangères M. Antoine Gambi a reçu en audience le 07 Novembre la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République Centrafricaine Mme Margaret Vogt et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale M. Abou Moussa. Cette audience était axée sur la 33^{ème} édition du Comité Consultatif Permanent des Nations Unies chargé des sécurités en Afrique. Selon M. Abou Moussa, cette réunion ministérielle se tient à Bangui du 05 au 09 Décembre 2011.

Le 29 Novembre, le DDR en RCA a été le sujet de l'entretien accordé par le Ministre Délégué en charge du DDR, le Général Xavier Sylvestre Yangongo, avec la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en Centrafrique et Chef du BINUCA, Mme Margaret Vogt. Cet entretien a permis aux deux personnalités de passer en revue la situation des ex-combattants désarmés et démobilisés et surtout de leur réintégration sociale après le processus du DDR.

Autres points abordés pendant cet entretien, le problème de la LRA et de Baba Laddé qui continuent de commettre des exactions dans le pays. Selon Mme Margaret Vogt, « le processus du DDR est très important dans ce pays. Nous l'avons déjà commencé dans le Nord-Ouest, il nous faut continuer mais il y a un problème de financement. Nous avons discuté sur comment chercher des moyens pour

s'assurer que le processus puisse se dérouler sans arrêt jusqu'au Nord-est pour que le processus soit complet. Il y a aussi le processus de réintégration par ce que le désarmement est une chose, il faut réintégrer le désarmé dans la communauté avec un financement et une formation. Nous avons aussi discuté suite à l'Accord de cessez-le-feu entre la CPJP et l'UFDR et du suivi après la caravane de la paix où tout le monde était mobilisé. La LRA et Baba Laddé sont des gens qui viennent de l'extérieur, il faut faire quelque chose. Le Gouvernement est en train de chercher un moyen pour que Baba Laddé parte ».

En collaboration avec les Frères missionnaires de la Charité, le BINUCA a organisé le 18 Novembre à la Maison d'arrêt de Ngaragba un match amical entre les détenus de « Golowaka » et ceux de la « Maison Blanche ».

Le 23 Novembre s'est ouverte au Centre Jean XXIII, en partenariat avec l'Archevêché de Bangui, la semaine de la paix et de la réconciliation sur le thème « réconciliation, pardon et paix ». Cette semaine a connu la présence de la Représentation spéciale du Président de la Commission de l'Union Africaine en RCA, Mme Hawa Hamed Youssouf, et du BINUCA représenté par le Chef de la Section Droits de l'Homme et Justice, M. Renner Onana. Cette semaine qui a pris fin le 16 Novembre a regroupé les fidèles catholiques, protestants et musulmans et a permis de mettre en place le Réseau des acteurs sociaux pouvant intervenir dans la résolution des conflits au sein de la société et

PNUD: Lutte contre les violences sexuelles en milieu scolaire et universitaire



Le 22 Novembre a été ouvert l'atelier de formation sur les violences sexuelles en milieu scolaire et universitaire. Organisé par le Projet de Renforcement de l'Etat de Droit (PRED) en partenariat avec l'association Femme-Action et Développement en Centrafrique (FADEC), cet atelier avait pour objectif de sensibiliser les pouvoirs publics et l'opinion nationale sur les violences sexuelles inscrites en milieu scolaire et universitaire.

Dans son discours Me Yvette Banlog, Présidente de la FADEC, a déclaré que cet atelier visait à informer et communiquer sur la prévention des différentes formes de violences basées sur le genre, former et éduquer les personnes ressources sur les droits de la femme dans la législation centrafricaine. La présidente de la FADEC a par ailleurs mentionné que les multiples crises qu'a connues la RCA ont eu des répercussions négatives sur la femme et la jeune fille. Dans le même ordre d'idée, Monsieur Jean-Jacques Ninga-Wong, Expert du PRED

a ajouté que cette nouvelle approche d'appui à la société civile au travers des formations leur permettra de mieux s'outiller et de contribuer significativement par la sensibilisation et à rapprocher davantage les justiciables de la justice. Cette proximité des acteurs de la société civile avec les populations, est un atout considérable pour la sensibilisation des uns par les autres en ce qui concerne le respect des droits de la femme. Au cours de cette formation, plusieurs thématiques touchant aux violences en milieu scolaire et universitaire, la protection légale de la femme contre les violences et l'accompagnement psychosocial des victimes ont été abordées par les différents intervenants. Le but étant d'encourager les victimes à rompre avec cette culture du silence pour dénoncer les différentes formes de violences subies et que l'opinion publique puisse aussi prendre conscience des dégâts causés par les violences sur les femmes et les jeunes filles. Il a aussi été indiqué que dans les établissements scolaires et universitaires, certaines formes de violences à l'égard des femmes et des jeunes filles constituent l'une des causes de déperdition scolaire de ces dernières.

ACTIVITES SNU

UNFPA: Appui au développement



La Représentante en RCA du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), Mme Thérèse Zéba, a été reçue en audience le 09 Novembre par le Ministre de l'Écologie M. François Naouéyama sur l'introduction de la question de l'environnement comme module d'enseignement au secondaire et le programme quinquennal de l'UNFPA en RCA. Selon Mme Zéba, « nous sommes à la croisée de deux programmes à savoir le 6^{ème} programme qui se termine et le 7^{ème} qui va démarrer début 2012. Nous avons discuté sur comment intégrer les questions de la sauvegarde de l'environnement et la prise en compte des questions de changement climatique dans les interventions qui seront menées dans le cadre du 7^{ème} programme de UNFPA en RCA car il existe une forte interrelation entre les questions de populations avec les questions d'environnement et d'écologie ».

Suite à l'atelier ayant regroupé les représentants des différents Départe-

ments Ministériels et des ONG le 16 Novembre sur l'autonomisation des femmes affectées par les conflits dans la Nana-Gribizi et de la Haute Kotto, M. Akoto de l'UNFPA a déclaré que pour éviter que les séquelles de ces conflits armés ne continuent de nourrir des frustration individuelles ou communautaires susceptibles d'alimenter une nouvelle instabilité dans le pays, l'UNFPA a signé un Accord de coopération avec le Ministère des Affaires Sociales pour la réalisation de 3 projets. Selon M. Akoto, « le premier projet porte sur l'appui à la redynamisation socio-économique des femmes et des jeunes affectés par les conflits, le second porte sur l'autonomisation des femmes affectées par les conflits pour la reconstruction communautaire et la consolidation de la Paix qui couvre les Préfectures de la Nana-Gribizi et de la Haute Kotto et le troisième projet porte sur la prévention du recrutement, la Démobilisation et la Réintégration des jeunes, des enfants et autres enfants et femmes vulnérables dans les zones de conflits de seconde phase pour la promotion des activités génératrices de revenus afin de leur permettre d'atteindre non seulement leur autonomie économique mais aussi leur prise en charge totale ».

UNICEF: Réduction du taux de mortalité maternelle et infantile



La Représentante de l'UNICEF en RCA, Mme Tanya Chapuisat, a remis le 05 Novembre 2011 une unité pédiatrique destinée à la prise en charge des enfants malnutris au Ministère de la Santé représenté par le Directeur du Complexe Pédiatrique M. Chrysostome Ngody. Cette unité d'un coût de 74 millions FCFA comprenant 32 lits permettra de désengorger l'ancienne unité qui ne contenait que 16 lits avec plus de 5 enfants par lit.

Le 22 Novembre, l'UNICEF et le parlement des jeunes de Centrafrique ont célébré le 22^{ème} anniversaire de la convention relative aux droits de l'enfant sur le slogan « nous les enfants avons le Droit à la parole et à être écoutés ». Cette célébration s'est faite par des manifestations dans les écoles primaires de la capitale et à l'Université de Bangui en présence des représentants des deux entités. D'autres manifestations ont eu lieu à Sibut en partenariat avec le Ministère des Affaires sociales par la sensibilisation de la population sur les droits des enfants. La célébration de cet anniversaire a coïncidé avec la venue en RCA de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur les enfants et les conflits armés, Mme Radhika Coomaraswami, qui a signé avec la CPJP un plan d'action pour la libération des enfants soldats.

OMS: Un cadre stratégique pour réduire le taux d'infection à VIH/Sida en RCA d'ici 2015



Le Premier Ministre Faustin Archange Touadera a ouvert le 24 Novembre les travaux de l'Atelier de validation du Cadre stratégique national de lutte contre le VIH/Sida en RCA. Cet atelier de 3 jours a regroupé les principaux acteurs de la lutte contre le VIH/Sida en RCA et a permis d'analyser et de valider les documents du Cadre stratégique de lutte contre le VIH/Sida pour la période 2012-2016. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Ministre de la Santé Publique M. Jean Michel Mandaba en présence de sa collègue des Affaires sociales Marguerite Pétro-Koni Zézé et du Représentant de l'OMS en Centrafrique Dr Zacharia Maiga, Président du Groupe Thématique ONUSIDA. Selon le Dr Maiga, ce cadre stratégique est très important pour la réduction du taux d'infection à VIH/Sida en RCA d'ici l'an 2015. Pour le Coordonnateur du CNLS, Pr Mamadou Nali, le Gouvernement a multiplié d'efforts ces dernières années pour l'éradication de ce fléau.

Le 21 Novembre a été ouvert les travaux du 1^{er} forum des organisations de la société civile sur la lutte contre le VIH/Sida. Le Premier Ministre Faustin Archange Touadera en ouvrant les travaux de ce 1^{er} forum national a déclaré que « la lutte contre le VIH/Sida constitue pour le Gouvernement de la RCA un enjeu national important et une priorité de nos actions ». Dans sa déclaration le Coordonnateur du CNLS Pr Mamadou Nali a indiqué que « selon la dernière enquête MIX 4 de 2010, l'épidémie du VIH reste un problème majeur de santé publique en RCA puisqu'environ 130.000 personnes sont infectées, la prévalence nationale de 5.9 % est la plus élevée de la sous-région d'Afrique centrale. Le résultat de cette rencontre sera marquée par la disponibilité d'une feuille de route comprenant des actions concrètes ». Organisé conjointement par la coordination nationale de lutte contre le Sida et le Réseau des organisations nationales de lutte contre le Sida, ce premier forum a pour but d'offrir un espace d'échange en vue d'informer et de partager des expériences mutuelles entre la société civile et les institutions de l'Etat.

Rassemblées par BN